

FEMMES RÉSISTANTES EN LANGUEDOC MÉDITERRANÉEN

Le libellé du sujet implique les bornes du traitement :

– Bornes géographiques, car le Languedoc méditerranéen n'est pas tout le Languedoc historique, qui inclut le Languedoc aquitain. Entre les deux ensembles il y a bien une communauté de civilisation, mais aussi de multiples nuances ou cassures géographiques, administratives et culturelles. Comme l'a écrit G. Cholvy, « ... il est certain que les habitants du Languedoc ont pris l'habitude de vivre séparés »¹. Il faut donc rechercher si la partie méditerranéenne du Languedoc a constitué un bassin de résistance, et si ses spécificités ont pu conditionner en partie le comportement et le sort des résistantes. Il reste que, l'action clandestine s'organisant et se pratiquant bien entendu hors des découpages officiels, on ne peut ignorer axes de circulation et canaux d'influence unissant par exemple Toulouse et Montpellier.

– Bornes sociologiques : les femmes doivent-elles être repérées en tant que telles parmi les résistants ? Pendant le colloque de Toulouse de 1985 Hélène Augot s'est insurgée contre cette distinction : « Les femmes voulaient qu'on les considère comme des hommes... Moi, personnellement, je n'étais pas résistante parce que j'étais femme... Je considérais que j'avais un droit égal à me battre »². Pour déterminer si cette différenciation peut quand même

1. Gérard CHOLVY, *Histoire du Languedoc de 1900 à nos jours*, Toulouse, 1980.

2. Colloque de 1985, *La Libération dans le Midi de la France*, Université de Toulouse-Le Mirail, 1986.

être légitimée, on pourra utiliser plusieurs indicateurs, sans nier pour autant que le concept de résistance ait été identique pour les deux groupes.

– Bornes thématiques enfin, car ce n'est pas l'attitude de l'ensemble de la population féminine vis-à-vis de la Résistance qui va être considérée, mais seulement l'engagement d'une minorité de femmes dans une action résistante bien définie.

Mesure et implantation géographique de la Résistance féminine

Toute estimation du nombre des résistantes, si on la veut fondée sur des documents et des témoignages crédibles, est en-dessous de la réalité. On ne peut pas décompter celles qui n'ont pas demandé à figurer sur les listes des « Combattants volontaires de la résistance » (CVR), ni celles dont les témoignages recueillis à ce jour ne font pas mention.

On peut se représenter la résistance féminine comme une nébuleuse constituée de milliers de femmes qui ont au minimum participé à des manifestations interdites de ménagères ou à des commémorations dites « gaulistes ». Il faudrait situer la frontière entre une résistance délibérée et continue et un comportement épisodique et plus ou moins réfléchi.

Si on ne retient que celles qui ont eu un engagement précis et prouvé, on peut au moins avancer un ordre de grandeur plausible : ainsi, sur 2005 CVR recensés dans l'Hérault pour faits de résistance métropolitaine, il y a 199 femmes³. On approche ainsi les 10%, et on les dépasse si on y ajoute une vingtaine de noms donnés par les responsables de la Résistance ou par d'anciennes déportées⁴.

Le groupe est réduit, mais extrêmement engagé. Et il faut considérer que certaines formes d'action ont été à peu près fermées aux femmes : dans les corps Francs, et plus encore dans les maquis, le recrutement est masculin ; les femmes ne figurent que comme agents de liaison. Selon Bourderon⁵ les maquisards ont été, en 1944 du moins, plus de 1300 dans l'Hérault, 800 dans l'Aude, 1700 dans la zone Aigoual-Cévennes-Basse Lozère. D'autres formations masculines, celles des brigades de guerilleros espagnols, les ont rejoints après le 6 juin : par exemple la 5^e brigade, celle de l'Aude, qui disposait de près de 300 hommes, avait 4 femmes (dont une fut déportée) comme

3. Office départemental des Anciens Combattants. Dossiers des C.V.R. Montpellier.

4. Témoignages de F. Jouvin dit « Cabrol », responsable des Corps Francs pour les secteurs de Bédarieux et Béziers, et d'ex-déportés membres de la FNIRDP.

5. Roger BOURDERON, *Libération du Languedoc Méditerranéen*, Paris, 1974. Voir aussi la thèse de Gérard BOULADOU, *Les Maquis du Massif Central méridional*, 1974.

agents de liaison⁶ ; voilà les proportions communes. Lors de la malheureuse affaire de Fontjun dans l'Hérault, sur les 70 personnes parties de Capestang et de Béziers pour rejoindre le 7 juin le maquis Latourette, et interceptées par les Allemands, il n'y avait qu'une femme qui, voulant suivre le sort de son mari, fut également fusillée ; son nom est le premier sur la plaque commémorative du Champ de Mars de Béziers, qui en porte 23⁷.

Mais si les maquisards n'ont recouru qu'à un petit nombre de femmes, ils l'ont fait systématiquement, car elles ont assuré cinq types de missions : liaison, ravitaillement, hébergement, stockage des armes, et soins. Dans les dossiers des femmes CVR de l'Hérault attestant un travail au service des maquis, 21 concernent des activités de liaison, une quinzaine le recrutement et l'hébergement (anciens des brigades internationales, puis jeunes réfractaires), 13 le transport et stockage des armes, 5 le ravitaillement, et il y a 5 infirmières et médecins. Dans 3 cas seulement, elles ont été présentes à des combats et suivi les déplacements des maquisards.

Ce sont les contacts avec les maquis de la montagne qui ont été l'exception, les consignes étant toujours de réduire à l'extrême les rencontres avec les « civils », et de strictement les limiter aux personnes sûres.

Pour situer géographiquement les résistantes, il faut différencier les activités de liaison des activités résidentes, même si certaines exercent les deux. On peut tenter d'identifier quelques réseaux de relations :

- des agglomérations vers les maquis.
- du Gard et de l'Hérault vers la frontière espagnole.
- entre les grandes villes du Sud pour les transferts de messages et de documents.

Reste la résistance exercée sur place, surtout dans les principales villes, assez diversifiée, et qui sera vue surtout dans la deuxième partie.

Un premier réseau de relations s'est établi entre les maquis du haut pays et ceux qui maintenaient avec eux les contacts indispensables. Au début, les clandestins, peu nombreux, sont dispersés dans les fermes, puis, pendant l'occupation allemande, ils se replient sur les bergeries, les cabanes, le haut Languedoc ; ils y sont ravitaillés, renseignés, soignés, soit par des familles vivant à proximité, soit par des « agents de liaison » qui sont parfois des femmes, réputées moins repérables par l'occupant. Pour l'Hérault, dans la moitié des cas connus, il s'agit de Montpelliéraines ; et dans 25 % de Sétoises. Les infirmières et médecins viennent de ces villes ; en 1944, elles

6. Lucien MAURY, *La Résistance audoise*, t. II, Comité d'Histoire de la Résistance de l'Aude, 1980.

7. Pierre SONNIER, *Fontjun, une page de la Résistance française*, brochure éditée par les MUR, Béziers, 1945.

ont dû faire des séjours auprès des maquisards, comme la doctresse Bataille, de Montpellier, fixée à l'«Hôpital» du maquis FTP de la Tour du Viala dans le Gard⁸.

Un deuxième réseau, bien différenciable, joint la vallée du Rhône aux Pyrénées-Orientales : les relais, Montpellier, Béziers, Narbonne, Carcassonne ou Perpignan, constituent une filière d'évasion vers l'Espagne. Les femmes y ont été actives, convoyant des officiers belges, des réfugiés politiques alsaciens, lorrains, luxembourgeois, et aussi des Juifs. Ce fut par exemple une mission de la responsable du service des réfugiés à la préfecture de Montpellier. Certaines femmes faisaient tout le parcours avec leurs protégés : elles étaient souvent elles-mêmes originaires d'Espagne. L'une d'elles, qui passait par Saint-Laurent de Cerdans dans les Pyrénées-Orientales, fut arrêtée à Perpignan en septembre 1943 et déportée à Ravensbrück en juillet 1944. Elle n'a pas été la seule : une des plus jeunes résistantes (née en avril 1924) subit avec sa mère le même sort à quelques mois d'intervalle. D'autres furent arrêtées par la Gestapo en 1944 car le risque grandissait : une Héraultaise qui avait, grâce à des amis, créé une filière d'évasion par Amélie-les-Bains, fut arrêtée en juillet 1944 avec sa mère et son jeune fils. Dans ce type d'action, la solidarité familiale était nécessairement engagée, et les dangers, collectifs.

Un troisième réseau, également interdépartemental, assure le transport des documents et des messages échangés entre les responsables des organisations de résistance. Il joint Lyon, Montpellier, Marseille, Toulouse. C'est une activité délicate, lourde de conséquences ; moins de 10 % des résistantes l'ont exercée – des femmes dotées de grandes qualités – surtout quand il s'agit des courriers, les plus importants, de Lyon et de Toulouse. De Gaulle a témoigné du travail que fit celle qui fut la dirigeante héraultaise du service social de la Résistance en 1942 avant d'être chargée en 1942-1943 des relations de haut niveau entre Lyon et Montpellier : « une héroïne de la Résistance » a-t-il écrit. Elle fut interceptée en février 1943 et interrogée par la Gestapo de Lyon ; elle réussit à ne rien révéler ; mais inquiétée encore en avril par la police de Vichy, elle rejoignit le maquis « Léon » de Lodève, qu'elle a par la suite accompagné jusqu'à son arrivée à Montpellier dès le 21 août 1944. Trois autres messagères, prises par la Gestapo, documents en mains, furent déportées à Ravensbrück.

Si l'on excepte les relations de proximité, toute cette « circulation » de la Résistance part des plus grandes villes. Cela correspond à la répartition des résistantes telle que la révèlent les dossiers des CVR. Dans l'Hérault, 45% résident à Montpellier alors que la ville, avec ses 93000 habitants, a moins

8. Aimé VILAZUUF, *En Cévennes et Languedoc, au temps des longues nuits*, Nîmes, 1985.

de 20% de la population départementale ; les proportions sont plus équilibrées à Béziers : 74000 habitants et 15% des résistantes ; à Sète : 35000 habitants et 8 à 9%. Sur la côte, Palavas en compte encore 4% et, dans l'intérieur, les noyaux de la résistance féminine sont à Lodève, Clermont-l'Hérault et Gignac (5%), et, au contact du pays minier et de certains maquis : Saint-Pons et Bédarieux (4%). Les autres sont très dispersées, auxiliaires d'une résistance masculine qui est très dominante en zone rurale et dans les hauts cantons.

L'analyse comparée des composantes sociologiques, des appartenances aux mouvements et réseaux, et des missions confiées aux femmes, doit aider à rendre compte de cette répartition géographique.

Composantes sociologiques et activités résistantes

La part des étrangers dans la population du Languedoc-Roussillon (> 8%) est, à la fin de la deuxième guerre mondiale, égale au double du total national. Il s'agit alors, très majoritairement, d'Espagnols, et, minoritairement, d'Italiens. Béziers, par exemple, et les centres textiles et miniers dépassent même les 10%⁹. Comme à Toulouse, ils sont particulièrement conscients des enjeux politiques de la guerre, donc de la nécessité d'une résistance.

Parmi les résistantes de l'Hérault, il y a une proportion significative d'Espagnoles : 7%. Certaines ont subi les traumatismes de la guerre civile dans leur pays. Cependant celles qui s'engagent dès le début (dans Combat et Libération) sont l'exception. La plupart ont adhéré en 1943 aux FTPF. Elles en ont durement payé le prix car la moitié d'entre elles ont été déportées.

Si l'on excepte les milieux étrangers où dominait l'anti-fascisme, il a fallu, pour que des femmes s'impliquent réellement dans la Résistance, que soient remplies certaines conditions, les plus déterminantes étant l'environnement familial, l'engagement syndical ou politique, le niveau de formation, une activité professionnelle recherchée par la résistance.

Dans des villes « ouvrières » comme Nîmes, Alès, Béziers ou Sète, ce sont les deux premières conditions qui pèsent le plus ; à Montpellier, ce sont les deux dernières. Dans les familles ouvrières de l'Hérault et du Gard où on partage la foi communiste, ce sont pratiquement toutes les femmes qui sont, plus ou moins, concernées. Aimé Vielzeuf a décrit, pour le Gard,

9. Robert FERRAS, *Hommes et activités en Languedoc-Roussillon*, Montpellier, 1983, et *Les étrangers en Languedoc-Roussillon*, Montpellier, 1982.

ce tissu politique et familial¹⁰. Il retrace par exemple le parcours militant de Jean Robert qui fonde les FTP du Gard puis devient en 1942 également responsable de ceux de l'Hérault. Arrêté en mars 1943, il est exécuté en avril. Toute sa famille est traquée pour s'être dévouée à la même cause ; sa femme, sa belle-sœur, sa belle-mère, ses amis aussi : Madame Sauze et sa fille qui ont fait de la « pouponnière » qu'elles tenaient à Nîmes un refuge sûr pour les clandestins. Malthilde Péri y a été longtemps hébergée. Le dévouement de ces femmes était « inlassable ».

A Alès, à Uzès, d'autres femmes ont agi de même pour des motifs analogues ; elles ont aussi produit ou diffusé tracts et journaux. C'est une femme qui est devenue secrétaire générale régionale du Gard-Lozère pour les FTP après l'arrestation de Paul Courtieu. Les femmes sont rarement « responsables » et on leur confie plutôt des secrétariats que des directions. Elles sont très solidaires des militants, mais ont moins souvent des compétences spécifiques. A Sète, sur une trentaine de femmes vraiment engagées, près de 67% n'exercent aucune profession. Les plus militantes sont à la SNCF ou à la Poste. La résistance féminine sétoise n'est pas une résistance de cadres ou de bourgeoises. A partir de 1942, c'est le Front national qui a eu le plus d'adhérentes, avec le réseau de renseignement Cotre-Tramontane qui travaillait sur les positions côtières de l'occupant. Jusqu'à l'évacuation progressive de la ville, organisée de mars 1943 à février 1944, ce sont le professeur Pupponi, dirigeant du FN à Montpellier et le responsable militaire régional G. de Chambrun qui y ont été les maîtres d'œuvre de la Résistance. Le parti communiste clandestin y a eu une influence dominante, surtout dans les milieux des pêcheurs et des dockers.

Ainsi s'explique l'ampleur toute particulière des manifestations de femmes lancées sur des mots d'ordre du PC. A chaque fois, des centaines d'entre elles se sont exposées à subir vexations et répression et à être repérées et fichées : certaines ont ainsi connu les perquisitions, les interrogatoires répétés, la prison militaire de Montpellier et, à partir de 1943, la répression par la Gestapo : cinq Sétoises (au moins...) ont été déportées en Allemagne.

L'extrême pénurie d'aliments dans le Bas-Languedoc était propice aux tensions. Sauf recours au marché noir qui n'a pas été accessible à tous, la fourniture insuffisante et irrégulière des denrées contingentées a créé pendant des années une vive inquiétude. La monoculture a voué la population à une longue disette à laquelle seuls ont échappé les plus nantis. Les manifestations de ménagères de Sète, Béziers, Montpellier et Lunel ont donc été des réactions vraiment populaires. Ont-elles été spontanées ? Quelquefois. Mais si on en croit aussi bien les rapports policiers et préfectoraux que les

10. Aimé VIELZEUF, *op. cit.*

témoignages des résistants, l'incitation est venue le plus souvent du PC, du moins pour les journées les plus mémorables. « Sournoisement active, bien que traquée par la police, la propagande communiste exploite à fond les malheurs présents... Si le ravitaillement s'améliorait, l'action communiste faiblirait dans ses effets »¹¹. Une des périodes les plus agitées, janvier et février 1942, coïncide avec une période de sévères pénuries, donc d'exaspération de l'opinion. Le préfet régional, Olivier de Sardan, diffuse des mises en garde : « Les honnêtes gens ne doivent pas se mêler à ceux qui exploiteraient les malheurs de la patrie, pour ne pas s'exposer à la sévérité nécessaire de la répression ». Appels peu écoutés : en février 1942, une manifestation de femmes devant la Mairie de Sète, est dispersée à la lance d'incendie¹². Les rassemblements ont persisté, avec des poussées à l'approche de l'hiver 1942-1943¹³. Ils ne sont pas tous dus seulement aux privations. Le PC incite les femmes des prisonniers de guerre et des emprisonnés politiques à se joindre aux ménagères non seulement dans les jours de grandes pénuries mais aussi à certaines dates commémoratives. Le 14 juillet 1942 à Sète et Béziers, femmes et enfants portaient vêtements et rubans aux trois couleurs nationales ; il y aurait eu 4.000 manifestants des deux sexes ce jour-là sur le quai de la République à Sète. Le 11 novembre 1942, des manifestations interdites, interrompues, mais sans cesse relancées, ont finalement duré toute la journée à Nîmes. La police a arrosé la foule – des milliers de personnes sur le boulevard Amiral Courbet – avec des pompes à incendie et elle a fait plus de 30 arrestations¹⁴. Avec l'occupation allemande, l'aggravation de la répression a diminué la pression communiste (nombreuses arrestations en mars et en octobre 1943), mais sans réussir à faire disparaître les manifestations féminines dont l'ampleur a cependant été réduite.

Ces mouvements de foule ne peuvent se concevoir que dans les localités les plus importantes. Dans les communes ouvrières de l'intérieur comme Clermont-l'Hérault, qui n'a guère plus de 5.000 habitants, ou Lodève, qui en a 6.000, il y a bien une agitation des ménagères, mais sans beaucoup d'impact. Et dans les hauts cantons, de Ganges à Saint-Pons et dans les Cévennes, c'est à d'autres formes d'action que les femmes ont été appelées : liaison, ou, comme on l'a vu, soutien aux maquis.

En Languedoc, les manifestations de ménagères ont été plusieurs fois

11. Arch. dépt. Hérault, 356 W 110/1, rapport préfectoral du 5 octobre 1941.

12. Jean SAGNES, *Histoire de Sète*, Toulouse, 1987, et Archives départementales de l'Hérault, 356 W 110/2, Rapports préfectoraux du 1^{er} février et du 6 mars 1942.

13. Arch. dépt. Hérault, 2 W 900, Rapports de la direction départementale du ravitaillement général (extrait du rapport du 03/09/1942 : « La situation tragique du département risque de provoquer des émeutes »).

14. Aimé VIELZEUF, *op. cit.*

prolongées et relayées par les hommes : ainsi, en février 1942, les dockers se sont mis en grève par solidarité avec les Sétouais que la municipalité avait fait disperser. Deux autres exemples comparables pour 1943 sont cités par Mme Y. Dumont en 1975 lors du colloque de l'UFF sur « Les femmes dans la Résistance » : à Bessèges, dans le Gard, 1500 ménagères éconduites par le maire ont demandé et obtenu le débrayage des ouvriers des puits de mine et obtenu alors le déblocage d'aliments. Même succès d'une action à Lodève où une vingtaine de ménagères provoquèrent une grève de 1.000 ouvriers et ouvrières du textile.

Montpellier offrait un autre terrain par l'importance relative de sa population, son milieu universitaire, la présence de nombreux cadres : ce qui explique, comme le remarque Cholvy, une « résistance intellectuelle »¹⁵. Mais que peut-il en être des femmes ? Car les initiateurs de la résistance montpellieraine sont des hommes : en 1941, deux professeurs à la faculté de droit, P.-H. Teitgen et René Courtin, créent « Liberté » (dont se réclameront peu d'Héraultaises) ; l'avocat Jaques Renouvin, déjà en contact avec eux, a l'idée de créer la même année des groupes d'action. Ce sont les premiers groupes francs de la Résistance formés dans l'Hérault et dans le Gard. En 1942, le professeur Pupponi, qui vient d'être muté d'office à Montpellier, organise le Front national avec le concours du géographe Marres, professeur à la faculté. Quant à Combat, fondé dès 1941, et Libération, en 1942, ils sont animés par des intellectuels et des cadres, souvent liés à la mairie (son secrétaire général Baumel et le chef des travaux publics de la ville Jean Guizonnier). Les femmes leur sont rapidement associées ; parentes, épouses, comme Madame Guizonnier, Madame Paloc, mariée à un responsable de Combat : arrêtée par la Gestapo en 1944, elle est assez habile pour être relâchée sans rien révéler ; elle a témoigné par la suite de sa surprise devant « la connaissance étendue que la Gestapo avait des gens et des choses de la Résistance locale et régionale, jusque même dans certains détails cachés » (dossier CVR).

Dans tout le bas pays languedocien, on retrouve les traces du passage et de l'influence des universitaires montpelliérains. Aimé Vielzeuf en témoigne pour la Résistance alésienne, dont les racines sont montpelliéraines : les étudiants de P.-H. Teitgen y distribuaient *Combat*. Chaque numéro y fut tiré de 4.000 à 6.000 exemplaires selon les périodes et distribué dans tout le Languedoc. Les lycéennes transportaient journaux ou tracts dans leurs cartables, l'une d'elles sous sa cape d'éclairéuse. Le point de départ d'une résistance féminine a été souvent le milieu lycéen ou étudiant.

Il se trouve que, depuis la première guerre mondiale, les femmes, bien que toujours écartées de la vie politique, avaient connu à Montpellier une réelle promotion intellectuelle et même professionnelle. Il y avait eu des

15. G. CHOLVY, *op. cit.*

facteurs favorables : d'abord le niveau culturel des familles aisées de la magistrature, de la faculté ; bien des réussites individuelles en témoignent¹⁶. Mais pour un plus grand nombre, il y a eu surtout ce que G. Cholvy a appelé « l'irruption massive des filles dans le secondaire et le supérieur » et même sans doute « la lutte serrée pour la scolarisation des filles » entre école laïque et école privée. En faculté, les jeunes filles ont conquis une place : de 2,5% seulement au début du siècle, elles sont passées à 31,7% en 1941, date à laquelle il y avait donc 1504 étudiantes ; en lettres et en pharmacie, elles étaient même majoritaires. En droit, elles n'étaient que 17%, mais c'est parmi elles que naquit le « Groupe des étudiants résistants », probablement sous l'influence de P.-H. Teitgen.

Il y a eu d'autres viviers : les associations de jeunesse. Celles des partis de gauche comme les Pionniers, jeunes communistes, dont sont venues par exemple Geneviève Cabannes qui n'avait que 18 ans en 1943 et Margot Lazare qui la retrouva à Ravensbrück. Dans les milieux chrétiens où, traditionnellement, l'Eglise exerçait sur la population féminine une influence dominante, des milliers de jeunes filles adhéraient avant la guerre aux Fédérations diocésaines. En tant que telles, les organisations des Guides, des Jocistes, des Jecistes, ne devaient jamais incliner en faveur de la Résistance. On considère cependant qu'elles furent, surtout pour les adolescentes des familles modestes, un lieu d'éveil¹⁷.

La résistance chrétienne, qui fut assez largement féminine, trouva deux modes principaux d'expression : l'un dans « Témoignage chrétien », l'autre dans le service social de la Résistance. Témoignage chrétien choisit « les armes de l'esprit », comme le démontrent ses « Cahiers », diffusés à partir de novembre 1941, qui ont été analysés par Renée Bedarida¹⁸. Le mouvement, fondé à Lyon, a eu pour correspondant à Montpellier l'abbé d'Aussac, professeur au grand séminaire. Sa ligne, qui est celle du catholicisme social, était assez proche de celle que suivait P.-H. Teitgen pour que celui-ci engageât ses étudiants à diffuser ses publications, dès le début dans l'Hérault, puis en 1942 dans l'Aude, l'Aveyron et la Lozère. L'abbé Paul Parguel, curé de Sainte-Bernadette à Montpellier, était membre du mouvement et devait être déporté en Allemagne. Il avait recruté sa nièce, une amie réfugiée de Lorraine, des Jocistes et Jecistes. Toutes ont collaboré à la diffusion de *Témoignage Chrétien*, expédié depuis Lyon en colis postaux, et en quantités parfois importantes par le rail. Le numéro d'août 1942, « Droits de l'Homme et du Chrétien » vise à soutenir les œuvres d'assistance aux victimes de la répression, qu'il s'agisse de Juifs, de familles des résistants

16. *Histoire de Montpellier*, Privat, 1984.

17. *Idem*.

18. Renée BÉDARIDA, *Témoignage chrétien*, Toulouse, 1977.

emprisonnés et déportés, des internés politiques eux-mêmes, ceux des prisons et des camps. Un exemple : Antoinette Enjalbal, aujourd'hui présidente de la FNIRDP à Béziers, avait 26 ans en 1940 ; un mari cheminot et syndicaliste et un fils de 4 ans ; une famille imprégnée des souvenirs de la première guerre mondiale, qui réagit vivement à la défaite de 1940. Le couple fit acte de résistance antivichyssoise dès 1940. Puis les missions devinrent de plus en plus difficiles avec le FN, en 1942. Le mari fut arrêté en juillet ; sa femme, prévenue alors qu'elle revenait d'une liaison à Carcassonne, put se réfugier à Millau puis dans le Gard tout en restant active. Elle fut arrêtée en décembre et par la suite transférée à Ravensbrück puis Hollshein. Son jeune fils avait été pris en charge et placé dans une famille sûre par les services sociaux de la Résistance.

Ces services ont été dirigés par des femmes : dans le Gard la responsable est Mme Andrée Quinsac. Dans l'Aude, à Narbonne, sur les six responsables, deux sont des femmes¹⁹. Dans l'Hérault, le docteur Jeanne Atger, militante de Combat au début de 1942, est devenue en décembre 1943 chef départemental du service social de la résistance des MUR. Après la Libération, elle représenta les organisations féminines dans le Comité de Libération (CDL) de l'Hérault ; elle avait été choisie dès la constitution clandestine du CDL en mai 1944. La sœur du Dr Atger, qui l'aidait activement, avait fait de sa librairie de Montpellier la « boîte aux lettres » des MUR. Toutes ces responsables sont des femmes d'une trentaine d'années. Pendant les cinq ans écoulés de 1940 à 1944, elles ont eu des appartenances multiples aux organisations résistantes et leurs fonctions ont été évolutives. C'est un véritable tissu qui a été constitué, de Liberté à Combat et à Témoignage Chrétien. Frenay s'était entendu dès avril 1941 avec le Père Chaillet de Lyon pour une distribution commune des publications dans chaque département concerné et les femmes ont joué là un rôle des plus actifs ; recrutées souvent parmi de jeunes et très jeunes filles, soit dans les milieux étudiants et lycéens, soit par leur propre famille, elles ont été appelées ensuite à des tâches plus complexes. C'est le cas de la nièce de Bonifas, le fondateur des Milices patriotiques de l'Hérault ; née en 1925, elle a d'abord diffusé des tracts et des journaux et, à partir de 1943, elle a rendu de grands services parce qu'elle a travaillé au service des cartes d'identité. Le NAP a engagé plus de 8% des résistantes de l'Hérault. Certaines sont venues à la résistance active par leur mariage : Elise Fontès, mariée à un conducteur typographe de l'Imprimerie coopérative de Montpellier, s'est totalement impliquée avec son mari Firmin dans la production des tracts et des faux papiers dès novembre 1941 ; le couple a accepté la responsabilité régionale de Témoignage Chrétien en juin 1943, quand les équipes antérieures ont été dispersées par la répression ; cette res-

19. Lucien MAURY, *op. cit.*

ponsabilité s'étendait à l'Hérault, à l'Aude, au Gard, à la Lozère, au Tarn, à l'Aveyron, et aux Pyrénées-Orientales. Firmin Fontès a raconté que l'attitude hostile de Mgr Brunhes, évêque de Montpellier, leur avait compliqué la tâche : il avait prêché et fait prêcher en février 1944 contre Témoignage Chrétien : « ... du coup, trois jours après, une jeune fille, propagandiste à fond, nous plaque (elle diffusait *Combat* et 300 T.C.) en nous disant que sa conscience exigeait soumission à son évêque »²⁰. C'est dans ces organisations que les femmes ont été le mieux représentées. *Combat* a réuni plus de 20% des résistantes de l'Hérault. Avec le NAP, il a essaimé ses militantes dans les services publics de la capitale départementale : à la préfecture, à la mairie, particulièrement dans les services des cartes d'alimentation et des cartes d'identité ; au commissariat central de Montpellier, à la direction de la santé, à l'hôpital, à la direction des chantiers de jeunesse... On comprend l'importance des activités professionnelles. D'autres métiers exercés par des femmes ont été indispensables pour assurer rencontres, et boîtes postales dans les villes ; les hôtels, cafés, restaurants, étaient bien placés pour cela : la propriétaire de l'hôtel de Verdun à Montpellier était membre de *Combat* et travaillait pour le NAP ; dès 1941, elle avait mis son établissement à la disposition des responsables de la résistance ; elle fut d'ailleurs soupçonnée et interrogée par la Gestapo en 1943. A Montpellier encore, Mme Babut, qui appartenait au service social des MUR a hébergé des Juifs, des résistants recherchés, des réfractaires. A Béziers, l'hôtel Splendid a été un lieu de ralliement pour les FFC. En Lozère, à Marvejols, l'hôtel-restaurant « Chez la Mère Teissier », en face de la gare, a constamment servi de boîte aux lettres, en particulier à G. de Chambrun ; sa propriétaire a reçu beaucoup de résistants et des Allemands ex-membres des Brigades internationales ; en effet, il y avait en Lozère plusieurs camps de détenus politiques – surtout communistes – et de travailleurs étrangers, le principal à Saint-Chély-d'Apcher. Il y avait eu aussi jusqu'en août 1942 le camp de Rieucros près de Mende pour les étrangères, puis pour des détenues politiques françaises (Mathilde Péri, sa mère et sa sœur y ont été enfermées). Ceux et celles qui les aidaient, comme Mme Teissier, Mme Rouyre et son mari et une dentiste, Mme Mahieu, n'étaient pas des communistes. Autour des détenus, s'était formé un réseau assez composite grâce à un pasteur et à quelques couples résistants qui s'efforçaient de les aider et surtout de leur éviter la déportation²¹.

20. Renée BÉDARIDA cite Firmin Fontès, p. 234.

21. Evelyne et Yvan BRÈS, *Un maquis d'antifascistes en France (1942-1944)*, 1987.

Conclusion

Y a-t-il eu une identité de la résistance féminine ?

Pendants les débats du colloque de Toulouse de 1985, Henri Noguères a constaté que les femmes ont rarement eu des responsabilités et que ce sont des hommes qui ont reçu « les distinctions les plus prestigieuses ». Il ajoutait que leur rôle n'en avait pas moins été « considérable » et qu'elles auraient été capables d'assumer des responsabilités. Ce qui est vrai pour le pays tout entier l'est aussi pour le Languedoc méditerranéen : pas de femme à la tête d'un mouvement, d'un réseau ou d'un maquis. Des décorations, mais pas de croix de la Libération. Les deux remarques complémentaires d'Henri Noguères correspondent à une réalité qui est bien explicable par la configuration de la société à l'époque de la deuxième guerre mondiale, mais aussi par le fait, si important, que l'usage des armes a été l'apanage des hommes.

Il apparaît aussi que les résistantes n'ont pas cherché à exercer un pouvoir, se contentant d'assumer leurs tâches et se distinguant, c'est indubitable, dans celles d'entraide et de liaison. C'est leur efficacité en ce dernier domaine qui justifie qu'Audibert, fondateur de Liberté dans le Gard, ait donné consigne au MLN le 5 juin 1944 de « recruter le plus possible de femmes pour assurer les liaisons ». Elles n'ont pas été exclusivement cantonnées dans ces deux fonctions mais elles y ont excellé ; c'est le point de vue commun. Dominique Veillon dit la même chose dans son ouvrage consacré à Franc-Tireur : « Les responsabilités de cadres ont toujours été confiées à des hommes... On retrouve presque toujours / les femmes / à des postes d'agents de liaison ou de diffuseurs. Elles ont été secrétaires ou assistantes sociales ». Elle remarque aussi avec pertinence, et cela se vérifie en Languedoc, que nombre de femmes « n'ont pas cherché à faire légaliser leur appartenance à la Résistance »²². Elles ont dû constituer une part de la Résistance plus importante qu'il ne paraît.

Les femmes ont accepté les mêmes risques que les hommes, surtout après la suppression de la zone libre. Repérées, elles étaient exposées à certaines formes de chantage. Lucien Maury en donne un exemple à Carcassonne : des réseaux de renseignement travaillant pour l'OSS se sont implantés sur les rivages méditerranéens à partir de novembre 1942. Le pasteur Jacques Roux et sa femme qui appartiennent au réseau Fred Tommy Brown sont arrêtés en février 1943 avec leur belle-fille qui est enceinte. L'enfant à naître devient un moyen de pression ; il n'est finalement sauvé que par l'intervention ines-

22. Dominique VEILLON, *Le Franc-Tireur*, Paris, 1977.

pérée d'une infirmière allemande qui le remet à la Croix-Rouge, mais les grands-parents sont déportés²³.

Les femmes qui ont été torturées par la Gestapo et déportées dans les camps allemands ont eu à supporter un sadisme spécifique. Les fiches descriptives des infirmités dont souffraient les rescapées des camps font état, comme celles des hommes, d'asthénie, de maladies cardiaques, de la perte des dents, mais, de plus, de multiples atteintes gynécologiques, de stérilité et de mutilations provoquées par les « expériences » subies en déportation.

Parmi toutes les femmes qui ont diversement servi la Résistance, un certain nombre ont reçu des distinctions. Dans l'Hérault, 17% des CVR. Une vingtaine de médailles de la Résistance, 15 croix de guerre, 5 légions d'honneur, dont l'une a été décernée à Laure Moulin : la sœur de Jean Moulin était professeur à Montpellier. On lui a remis aussi la croix de guerre avec palmes. Elle était la dépositaire des archives de son frère et nombreux sont ceux, résistants, Israélites, qu'elle a cachés. Elle a été l'un des « courriers » de la Résistance entre Lyon, Avignon, Montpellier, Marseille, Toulon. D'autres distinctions sont étrangères, comme la « Medal of Freedom », la « Médaille des Justes des Nations » décernée par Israël à trois Héraultaises, et des décorations belges à celles qui avaient aidé des officiers et des agents de la Sûreté militaire belges : « Palmes d'argent de l'ordre de la Couronne belge » et « Médaille de l'ordre de Léopold II ».

Bien des dossiers qui témoignent du courage et de l'efficacité de certaines femmes ne mentionnent pas de décorations pour faits de résistance : il s'agit donc là encore d'un indicateur à relativiser.

Pour des raisons objectives déjà évoquées, les femmes, dans la mémoire commune de la résistance, sont un peu dans l'ombre, en retrait des prestigieuses figures masculines : leur nombre, leur rôle, sont sous-estimés. Cela est vrai même en Languedoc, sans qu'il faille y voir vraiment un préjugé car les traditions occitanes honorent les femmes, et, comme le dit un de nos meilleurs occitanistes « la femme libre y est un choix de société »²⁴.

Hélène CHAUBIN

23. Aimé VIELZEUF, *op. cit.*

24. Yves ROUQUETTE, *Occitanie : petit traité de géographie cordiale*, Béziers, 1984.